

Rénovation urbaine : arrêtez le massacre !

Le Monde.fr | 16.07.2012 à 09h28

Par Philippe Genestier, architecte-urbaniste en chef
de l'État.

Tout récemment, le nouveau gouvernement a annoncé qu'il entend faire le bilan des activités menées au cours des 9 dernières années par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine avant d'annoncer ses intentions quant au lancement d'un deuxième Programme National de Rénovation Urbaine - un second PNRU qui serait unanimement réclamé, paraît-il.

Rappelons que le PNRU, créé par la loi Borloo en 2003, visait à démolir 250 000 logements HLM pour en reconstruire autant - mais pas tout de suite et pas forcément sur place. Le moment est donc venu de considérer cette politique avec circonspection.

En effet, personne ne sait vraiment "à quoi sert la rénovation urbaine", comme le dit J. Donzelot dans un ouvrage récent. D'autant plus que l'ensemble des procédures annuelles d'évaluation dressent un constat global d'échec de cette politique par rapport à ses objectifs déclarés (concernant la mixité sociale, la réduction de l'échec scolaire ou du taux de chômage, notamment). Et malgré cela, les élus locaux, les représentants de l'État, les professionnels de l'urbanisme proclament en chœur la pleine réussite de ce programme.

Pour comprendre ce hiatus et, ce faisant, évaluer en connaissance de cause cette politique, demandons-nous de quoi la rénovation urbaine est-elle le nom. Quels sont les objectifs implicites, mais impérieux et partagés au plan institutionnel, de cette politique ? Quels sont les motifs de cette action (à 42,3 milliards d'euros!), qui a déjà dynamité plusieurs dizaines de milliers de logements HLM, y compris dans des agglomérations où des logements réellement accessibles à des gens rencontrant de graves difficultés sociales sont dramatiquement insuffisants, et cela alors même qu'une part non négligeable de ces logements, payés sur fonds publics, avaient fait l'objet au cours des années 1990 de travaux d'isolation des immeubles et de requalification de leurs parties communes accompagnés de réaménagements des espaces extérieurs.

Quand on observe les éléments de diagnostic qui sous-tendent la mise en place d'une opération de rénovation urbaine, on constate dans les dossiers techniques l'usage récurrent des termes et des catégories de pensées suivants : les quartiers considérés seraient "enclavés", ils seraient "stigmatisants" pour leurs habitants et ils manqueraient de "mixité sociale", leur architecture et leur urbanisme seraient "obsoletés" et, argument ultime, leur population serait défavorisée.

Mais c'est une opération étrange que celle qui consiste mettre au débit de ces quartiers des statistiques démographiques montrant que là réside une population plus pauvre que la moyenne, ayant moins de capital culturel et connaissant plus le chômage. En effet, à quoi sert le logement social, si ce n'est précisément à loger une population qui est en situation socio-économique défavorisée ? Quant aux autres arguments pointant les déficiences de ces quartiers, on perçoit souvent en allant sur le terrain et en parlant avec les habitants que le diagnostic qui sous-tend une intervention publique de destruction de dizaines ou de centaines de logements sur chacun des sites concernés procède d'un discours standardisé, plaqué sur des réalités diverses, voire opposées à ce qui est affirmé.

Prenons trois exemples : le quartier Malakoff à Nantes, le quartier de La Noue, à Montreuil, le quartier des Onchères à Vaulx-en-Velin. Le quartier Malakoff est en bordure de Loire et cette proximité du fleuve a longtemps été considérée comme une localisation enviable, comme un atout pour le quartier, que d'ailleurs des opérations de promotion immobilière récentes proches de Malakoff mettent en avant. Or, la municipalité de Nantes a construit un diagnostic reposant en large partie sur "l'enclavement" du quartier et sur l'obligation d'y mener une "opération lourde".

Même cas de figure avec le quartier de La Noue à Montreuil (93) : alors que celui-ci est situé à une douzaine de minutes de marche à pied de trois stations de métro (deux sur la ligne 9, une sur la ligne 3), le diagnostic du projet de rénovation urbaine repose sur le fait que ce quartier serait "enclavé, séparé de la ville par des coupures préjudiciables à son urbanité". Sachant que ces coupures correspondent à un parc paysager départemental ouvert au public, l'argument semble étrange. Troisième exemple, le quartier des Onchères à Vaulx (69) : en 2006, des passages entre les cours des immeubles ont été murés afin de "tenir l'espace public, de l'empêcher de fuir dans toutes les directions". Puis, 4 ans plus tard, des logements de ce quartier sont détruits pour "permettre de mieux circuler" et pour que "les habitants ne s'y sentent plus enfermés".

Curieusement, personne ne semble avoir remarqué que ces interventions ont eu des buts opposés. Il serait aisé de multiplier les exemples montrant la pertinence toute relative, voire l'insincérité des discours institutionnels tenus sur les quartiers en procédure de rénovation urbaine. Cet état de fait pose la question : quel est ce problème insaisissable et polymorphe que la rénovation urbaine est censée régler ? L'urbaniste lucide est obligé de considérer que, souvent, les problèmes ne sont pas de la nature de ce qui en est dit.

Cette inversion des facteurs, considérant qu'un espace déficient induit des problèmes sociaux, et non que les problèmes sociaux entraînent toutes sortes de déficiences, notamment dans le lieu de résidence de ceux qui sont confrontés à ces problèmes, est un travers bien connu, qui s'appelle le spatialisme. La sur-spatialisation dont celui-ci procède a en outre pour ses utilisateurs le mérite d'euphémiser les paramètres ethniques et communautaires en les assimilant à des faits géographiques.

Toutefois, dans le cas de la rénovation urbaine, au leurre spatialiste se surajoutent deux logiques qui s'entremêlent alors qu'elles sont idéologiquement opposées, tout en se conjuguant à une injonction sociale. Il s'agit d'une logique sécuritaire, d'une logique compassionnelle et d'un impératif communicationnel pesant sur les pouvoirs publics en général et sur les élus en particulier. La logique sécuritaire consiste à vouloir disperser la misère pour la rendre moins visible et moins susceptible d'entraîner des comportements déviants. La logique compassionnelle consiste à s'offrir que de pauvres gens résident dans de pauvres logements (au risque qu'en détruisant ces dits logements, par une forme de maximalisme social, on réduise le nombre de logements effectivement accessibles aux populations les plus nécessiteuses). L'impossibilité concrète d'appliquer la loi DALO (droit opposable au logement) et la reconstitution de bidonvilles aux portes de la Capitale illustre les conséquences concrètes de cette attitude. Quant à l'injonction communicationnelle, elle consiste en une sorte de Do Something Syndrome (une réquisition morale à agir, ressentie par le personnel politique pour qu'il puisse continuer à prétendre – y compris à ses propres yeux – maîtriser la situation). Syndrome auquel ce personnel répond par du Storytelling (une mise en récit relativement logique faisant valoir un mécanisme élémentaire de cause à effet, en l'occurrence un mécanisme d'imputation du malaise social au site où il se laisse percevoir). Et cette narration doit par nature déboucher sur un Happy End puisque sa fonction est de justifier l'action entreprise. Cette fin heureuse est elle-même bâtie sur un Wishful Thinking (une pensée magique qui prend ses désirs pour des réalités). C'est une pensée où l'on affirme, par exemple, que le "lieu" de résidence pourrait produire du "lien" social, que "l'espace public" des rues et des places des cités serait un "creuset de citoyenneté"... Il s'agit là de la structure du discours de la rénovation urbaine, tel qu'elle se déploie en une rhétorique standardisée, répétée de site en site, avec un degré de validité fluctuant. Cela serait seulement un sujet de curiosité pour l'analyste si dans l'affaire des fonds publics considérables destinés aux populations défavorisées ne se perdaient pas dans les sables de la communication politique et de la cosmétique urbanistique.

Philippe Genestier, architecte-urbaniste en chef de l'État Rénovation urbaine : arrêtez le massacre!
<http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/07/16/renovation-urbai...>